

Contenu des plans d'action 2019

Open
Government
Partnership



Table des matières

Introduction	3
Aperçu	4
Engagements dans les domaines d'action prioritaires	6
Propriété effective.....	6
Espace civique	8
Genre et inclusion	10
Intégrité politique	12
Justice.....	14
Processus ouvert d'octroi de contrats	16
Services publics.....	18
Gouvernance numérique.....	20
Autres engagements à surveiller	22

Introduction

Le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) offre aux réformateurs du gouvernement et de la société civile l'occasion de rendre les gouvernements plus transparents, plus participatifs et plus responsables. Ensemble, les gouvernements et la société civile de 78 pays et un nombre croissant de membres locaux créent des plans d'action biennaux qui comprennent des engagements concrets dans divers secteurs. L'élaboration et la mise en œuvre de ces engagements constituent le cœur des activités du PGO. Ces engagements sont ensuite contrôlés par le Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) du PGO.

Cette publication comprend les engagements des plans d'action soumis en 2019*. La première section présente deux engagements qui s'inscrivent dans chacun des huit domaines d'action prioritaires inclus dans la stratégie triennale actuelle du PGO : Transparence en matière de propriété effective, espace civique, genre et inclusion, intégrité politique, justice, processus ouvert d'octroi de contrats, prestation de services publics et gouvernance numérique. La deuxième section met en évidence un engagement à surveiller pour chaque plan d'action. Ces engagements, montrant l'ampleur des défis de politique publique auxquels sont confrontés les membres du PGO, pourront servir d'inspiration pour tout processus de création conjointe à venir.

Pour plus d'informations sur le Partenariat pour un gouvernement ouvert, consultez le www.opengovpartnership.org/fr/about.

* Veuillez noter que cette publication inclut les engagements des plans d'action (PA) reçus entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019. Les PA reçus après la date limite du 31 décembre 2019 se trouvent sur le site Web du PGO, mais ne sont pas inclus dans le présent document. Les engagements présentés n'ont pas été examinés par le Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) et ce document ne remplace en aucun cas le rôle du MEI dans l'évaluation de la qualité et des buts des engagements individuels dans le cadre du processus global du PGO.



Contenu des plans d'action 2019

-  **Propriété effective**
-  **Espace civique**
-  **Genre et inclusion**
-  **Intégrité politique**
-  **Justice**
-  **Processus ouvert d'octroi de contrats**
-  **Services publics**
-  **Gouvernance numérique**

AUSTIN, ÉTATS-UNIS
Inclusion en matière de passation de marchés au sein des tribunaux

MEXIQUE
Droits technologiques et vie privée

COSTA RICA
Observatoire judiciaire

ÉQUATEUR
L'accès à justice pour les questions environnementales

ARGENTINE
Fédéralisation de la loi Micaela

SIERRA LEONE
Accroître les services de justice communautaires

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
Publication des données sur la propriété effective

ROYAUME-UNI
Charte numérique

FINLANDE
Politique sur les données ouvertes et l'IA

LETTONIE
Transparence dans le lobbying

ITALIE
Réglementation des parties prenantes

MONGOLIE
Participation aux processus de passation des marchés publics

PHILIPPINES
Programme de services d'éducation de base

NIGERIA
Établir un registre de propriété effective

BURKINA FASO
Mécanisme d'enregistrement et de traitement des plaintes

AFGHANISTAN
Plan d'autonomisation des femmes

Autres engagements à surveiller

FINLANDE
Registre relatif à la transparence

NORVÈGE
Registre de la propriété effective

PARIS, FRANCE
Collaboration en matière de passation de marchés ouverts

PHILIPPINES
Données sur la passation de marchés publics

MEXIQUE
Propriété effective

NIGERIA
Passation de marchés et octroi de permis ouverts dans le secteur des industries extractives

LUXEMBOURG
Plans d'action transparents sur le changement climatique

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Participation de la société civile à l'élaboration des politiques

COSTA RICA
Conseils de développement rural

ALLEMAGNE
Politique étrangère participative

IAȘI, ROUMANIE
Élaboration participative des politiques

ITALIE
Soutien à la participation

LETTONIE
Gouvernement municipal ouvert

SUÈDE
Dialogues sectoriels avec la société civile

ROYAUME-UNI
Démocratie délibérative locale

ÉQUATEUR
Élimination de la violence envers les femmes

SIERRA LEONE
Égalité des sexes et violence sexiste

SRI LANKA
Approches participatives pour mettre fin à la violence envers les femmes

ARGENTINE
Enquête sur les besoins juridiques

BURKINA FASO
Accès à la justice pour les personnes vulnérables

JALISCO, MEXIQUE
Sélection des témoins experts

MONGOLIE
Connaissances juridiques du public

AUSTIN, ÉTATS-UNIS
Analyse des données sur la sécurité publique

DANEMARK
Plateforme de données du gouvernement

GRÈCE
Transparence des données sur l'immigration

ÉTATS-UNIS
Des données ouvertes pour la santé publique

AFGHANISTAN
Centres de santé privés et publics

NARIÑO, COLOMBIE
Gestion communautaire de l'eau

PÉROU
Portail en ligne sur le prix des médicaments pour les citoyens

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
Portail des ressources éducatives





Propriété effective

Dans la plupart des pays, il est possible de créer une société sans révéler l'identité de la personne qui, en fin de compte, la contrôle ou en tire profit. Les sociétés anonymes sont donc un moyen efficace de camoufler la corruption, l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. La transparence en matière de propriété effective s'est avérée efficace dans la lutte contre ces activités criminelles en permettant à la société civile, aux journalistes et aux organismes de surveillance d'enquêter sur les activités suspectes des entreprises, de relier ces activités aux vrais propriétaires, puis éviter de leur verser des fonds publics. Bien qu'elle constitue encore un domaine inconnu pour une grande partie du monde, la transparence en matière de propriété effective est le domaine qui connaît la croissance la plus rapide parmi les membres du PGO. Voici des exemples d'engagements en matière de propriété effective dans le cadre des plans d'action 2019.

Ouvriers du bâtiment au Nigeria. Le nouveau registre du Nigeria divulguera publiquement les bénéficiaires effectifs de diverses industries, comme la construction et les industries extractives. En savoir plus sur cet engagement sur la page ci-contre.

Photo : Arne Hoel / Banque mondiale

En 2019 :

10

membres ont fait des engagements en matière de propriété effective

13

engagements en matière de propriété effective sont inclus dans les plans d'action

Engagements



NIGERIA

Établir un registre de propriété effective

Le manque de diligence raisonnable commerciale du Nigeria a favorisé le blanchiment d'argent, le trafic de drogue, le terrorisme et la grande corruption. Pour résoudre ces problèmes, le Nigeria s'est engagé, dans son plan d'action du PGO 2017, à recueillir et à divulguer des renseignements sur la propriété effective. Malgré le lancement d'un [site Web](#) pour héberger les données relatives au secteur des industries extractives, la législation nécessaire n'a pas été adoptée. En 2019, le Nigeria s'est engagé à faire avancer l'obligation légale de recueillir des renseignements sur la propriété effective et de les publier dans un registre ouvert conformément aux normes internationales. En août 2020, le président Muhammadu Buhari a signé le nouveau registre des bénéficiaires effectifs dans le cadre de la loi sur les sociétés et les affaires connexes, 2020 (CAMA selon ses sigles en anglais). Le gouvernement prévoit de sensibiliser et de former la population en ce qui concerne l'usage de ce registre. Dans l'ensemble, cette réforme pourrait mobiliser les ressources nationales et lutter contre la corruption en rendant plus difficile l'utilisation de sociétés anonymes pour échapper à l'impôt et contribuer à des flux financiers illicites.

Plan d'action :
[2 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[NG0020](#)



RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Publication des données sur la propriété effective

La République slovaque s'appuiera sur les réformes en matière de propriété effective de son plan d'action précédent en étant le premier pays à s'engager à mettre pleinement en œuvre les « [Principes de divulgation pour la transparence en matière de propriété effective](#) ». Ces principes, qui ont été signés par une coalition de pays membres du PGO, visent à créer une nouvelle norme mondiale pour accroître la transparence des entreprises et réduire la mauvaise utilisation des fonds. Pour y parvenir, le gouvernement modifiera son cadre national en matière de propriété effective et étendra la divulgation des données au-delà des entités juridiques recevant des fonds publics pour inclure toutes les entités juridiques, les autorités publiques et les entrepreneurs.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[SK0129](#)





Espace civique

L'espace civique comprend les pratiques qui permettent aux citoyens et à la société civile d'exercer leurs droits civils et politiques, y compris la liberté d'expression, de réunion et d'association. Il s'agit à la fois du fondement et de l'objectif d'un gouvernement ouvert. Une société civile libre et résiliente est nécessaire pour favoriser un gouvernement ouvert, attentif et responsable. Pourtant, dans de nombreux pays, l'espace civique continue de se rétrécir, ce qui nuit à la capacité de la société civile à fonctionner librement. Bien que de nombreux membres du PGO se soient engagés à répondre aux préoccupations relatives à l'espace civique, environ la moitié des pays du PGO sont encore confrontés à des défis tels que le harcèlement régulier des militants et des journalistes, les obstacles à la participation et à la libre association, l'utilisation excessive de la surveillance et l'atteinte à la confidentialité des données. Les exemples suivants montrent comment les membres se sont servis de leurs plans d'action 2019 pour aborder ces enjeux.

Les activistes se rassemblent pour protester. Le [Rapport Mondial du PGO](#) publié en 2019 a révélé que s'il existe un nombre considérable d'engagements prometteurs liés à la liberté d'association et à la liberté d'expression, il existe toujours une sous-utilisation des plans d'action du PGO pour résoudre les problèmes liés à l'espace civique.
Photo : Jacob Lund

En 2019 :

6
membres ont fait des engagements en matière d'espace civique

6
engagements en matière d'espace civique sont inclus dans les plans d'action

Engagements



MEXIQUE

Droits technologiques et vie privée

En 2017, un article du *New York Times* a révélé que le gouvernement mexicain avait dépensé 80 millions de dollars US en 18 mois pour des logiciels espions servant à surveiller les avocats, les journalistes et les défenseurs des droits de la personne. Le scandale a provoqué un tollé. Plus de 200 organisations de la société civile, y compris celles qui ont participé à l'élaboration du plan d'action du PGO du Mexique, ont réclamé une meilleure responsabilisation du gouvernement. Cet engagement pour 2019 vise à remédier au manque de réglementation et de supervision en matière de surveillance numérique gouvernementale. Cet engagement prévoit la création d'un groupe d'experts provenant de divers secteurs et agences du gouvernement pour analyser et modifier la réglementation relative à l'utilisation de la surveillance des communications privées. Tous les changements seront effectués conformément aux normes nationales et internationales existantes en matière de droits de la personne.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[MX0081](#)



ÉQUATEUR

L'accès à justice pour les questions environnementales

La législation équatorienne n'exige pas la collecte ou la divulgation d'informations en matière d'intendance environnementale. Les citoyens n'ont pas non plus la possibilité de se prononcer sur les questions environnementales; en général, ils ne peuvent le faire que par le biais d'évaluations de l'impact sur l'environnement. Pour rendre la gouvernance environnementale plus ouverte et plus responsable, l'Équateur s'est engagé à mettre en œuvre l'accord d'Escazú, qui vise à offrir aux citoyens un accès complet et efficace à l'information environnementale, la possibilité de participer au processus décisionnel en matière d'environnement et un accès à la justice en ce qui concerne les questions environnementales. Un observatoire national composé de membres de la société civile, d'universitaires et de groupes locaux collaborera avec le gouvernement pour élaborer une feuille de route contenant des propositions concrètes pour ratifier et mettre en œuvre l'accord, puis superviser son application.

Plan d'action :
[1 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[EC0004](#)





Genre et inclusion

La transparence du gouvernement est un moyen souvent négligé d'accélérer l'égalité des sexes et de combler des lacunes importantes en matière d'information, d'accès et de participation pour les groupes marginalisés. Lorsque le point de vue des femmes, des jeunes filles et de toutes les autres personnes de toutes identités sexuelles ou de tous les genres est intégré dans un gouvernement ouvert, elles apportent des perspectives, des connaissances et des compétences essentielles pour accroître le potentiel des réformes. De nombreux membres du PGO ont fait d'importants progrès pour inclure les femmes dans le processus du PGO et aborder la question du genre au moyen d'engagements. En 2019, le genre et l'inclusion sont devenus le domaine qui a connu la plus forte croissance parmi les engagements du PGO. Voici deux exemples de ces engagements.

Étudiantes de l'Institut national de gestion et d'administration (NIMA selon ses sigles en anglais) de Kaboul. L'un des indicateurs spécifiés dans le Plan d'autonomisation des femmes de l'Afghanistan est l'inclusion des questions d'égalité entre les sexes dans les programmes d'enseignement (page ci-contre).
Photo : Abbas Farzami / Rumi Consultancy / Banque mondiale

En 2019 :

12

membres ont fait des engagements en matière de genre et inclusion

42

engagements en matière de genre et inclusion sont inclus dans les plans d'action

Engagements



AFGHANISTAN

Plan d'autonomisation des femmes

L'égalité des sexes est un point central de la politique du gouvernement afghan. Le gouvernement a toutefois rencontré des obstacles dans la mise en œuvre d'un plan national d'autonomisation des femmes. Si le *Plan d'action national pour les femmes d'Afghanistan* a permis de gagner du terrain en matière d'égalité des sexes, il a été marqué par un manque de planification, de fonds et de surveillance. En s'inspirant des leçons tirées de ses efforts antérieurs, le gouvernement s'est engagé à créer un comité mixte de femmes ministres et de leaders de la société civile afin de concevoir un plan quinquennal national d'autonomisation des femmes avec un budget clair et des processus de suivi et d'évaluation. Il est important de noter que cet engagement place les femmes au centre de la conception et de la mise en œuvre de ce nouveau plan. En août 2020, le président Ashraf Ghani a publié un décret portant création du Haut Conseil des femmes, complétant l'un des éléments de la feuille de route de cet engagement.

Plan d'action :
[2 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[AF0030](#)



ARGENTINE

Fédéralisation de la loi Micaela

Même si l'Argentine a ratifié la plupart des grands traités internationaux et régionaux sur les droits de la personne, la violence envers les femmes et les filles reste un problème grave et récurrent. L'Argentine s'est engagée à fédéraliser la loi Micaela n° 27499, loi portant le nom d'une victime de féminicide. La loi exige une formation sur le genre et la violence envers les femmes pour les fonctionnaires à tous les niveaux des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Actuellement, la loi Micaela s'applique principalement aux organismes gouvernementaux nationaux. Cet engagement vise à garantir l'adoption et la mise en œuvre de cette disposition par tous les gouvernements provinciaux, ainsi qu'à partager les informations des organismes provinciaux afin que les citoyens puissent contrôler l'application de la loi.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[AR0091](#)





Intégrité politique

Les activités politiques nécessitent du financement. Pourtant, les hommes et femmes politiques peuvent abuser du financement pour fausser les résultats des politiques, menaçant ainsi la démocratie. Des pratiques de financement transparentes et responsables peuvent uniformiser les règles du jeu politique et éliminer l'argent sale de l'équation. Voici des exemples d'engagements en matière d'intégrité politique dans le cadre des plans d'action 2019.

Le Premier ministre letton Krišjānis Kariņš et le directeur de la chancellerie d'État Janis Čitskovskis rencontrent le directeur général du PGO Sanjay Pradhan et l'équipe du PGO pour discuter des stratégies de gouvernement ouvert à Riga, en Lettonie. Voir l'engagement présenté par la Lettonie sur la page ci-contre.

Photo : Valsts kanceleja / Chancellerie d'État de Lettonie

En 2019 :

11

membres ont fait des engagements en matière d'intégrité politique

14

engagements en matière d'intégrité politique sont inclus dans les plans d'action

Engagements

 LETTONIE

Transparence dans le lobbying

Le manque de transparence du lobbying au Parlement a grandement miné la confiance du public. Au cours des dix dernières années, le gouvernement a tenté de remédier à cette situation par voie législative. Pour atteindre cet objectif de longue date, le gouvernement a créé le groupe de travail sur la transparence du lobbying afin de créer et de présenter une loi sur la transparence du lobbying au Parlement. Pour faciliter la mise en œuvre efficace de cette loi, le gouvernement s'est précisément engagé à mener une campagne de sensibilisation du public et ajoutera le thème de la transparence du lobbying à la formation en matière d'administration publique destinée aux hauts fonctionnaires. Cette approche en plusieurs parties vise à mieux faire connaître au public le fonctionnement du lobbying, les personnes qui influencent les décisions du gouvernement et la manière dont la population peut participer.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[LV0042](#)

 ITALIE

Réglementation des parties prenantes

En Italie, les exigences de transparence en matière de lobbying gouvernemental sont limitées et changent d'un ministère à l'autre. Par conséquent, le public manque d'informations sur les individus qui influencent l'élaboration des politiques. Pour résoudre ce problème, le gouvernement italien s'est engagé à former un groupe de travail composé de représentants de la société civile et du gouvernement afin de concevoir un registre public et normalisé des parties prenantes au sein du gouvernement. Le groupe de travail proposera un code de conduite en matière de lobbying, des lignes directrices sur la manière d'utiliser le registre, et publiera l'ordre du jour et les procès-verbaux des réunions entre décideurs. La ville de Rome s'est également engagée à mettre au point un registre et des procédures pour garantir la transparence du lobbying. Des lignes directrices uniformes et une meilleure diffusion de l'information au public en ce qui concerne le lobbying visent à indiquer aux citoyens quels sont les individus qui influencent l'élaboration des politiques et à leur faire comprendre comment s'investir dans le processus.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[IT0061](#)





Justice

Pour parvenir à un gouvernement ouvert, les citoyens doivent pouvoir demander et obtenir des recours pour leurs griefs et protéger leurs droits contre toute atteinte de la part des gouvernements, des entreprises ou d'autres citoyens. Un système judiciaire équitable, accessible et efficace leur offre cette possibilité grâce à des institutions ouvertes et responsables, à une assistance juridique efficace, si nécessaire, et à des droits constitutionnels et de la personne exécutoires. La justice est un thème de plus en plus important dans le cadre des plans d'action du PGO, plusieurs pays s'étant engagés à accroître la responsabilité et l'inclusion au sein de leur système judiciaire. Voici des exemples d'engagements pris dans le cadre des plans d'action 2019.

Les parajuristes communautaires mènent des activités de sensibilisation dans la communauté de Mamusa. L'engagement de Sierra Leone propose de garantir l'accès à la justice en développant les services de justice communautaire (page ci-contre).

Photo : Aubrey Wade / Namati

En 2019 :

16

membres ont fait des engagements en matière de justice

31

engagements en matière de justice sont inclus dans les plans d'action

Engagements


 SIERRA LEONE

Accroître les services de justice communautaires

Le manque de ressources, de capacités et de personnel du système judiciaire sierra-léonais entrave considérablement l'accès des citoyens à la justice. En outre, les citoyens résolvent beaucoup plus souvent les conflits par la médiation à l'échelle communautaire que par les tribunaux. Afin de mieux répondre aux besoins et aux préférences des citoyens, le gouvernement s'est engagé à mettre en place une politique nationale d'accès à la justice et une direction des services de justice communautaire. Le gouvernement formera 300 fournisseurs de service de justice communautaire et sensibilisera des mécanismes disponibles pour le règlement des griefs administratifs et personnels. En outre, le gouvernement mettra sur pied un Centre d'innovation pour la justice afin de faciliter l'interaction entre la justice communautaire et les systèmes de justice officiels. Enfin, le gouvernement s'est engagé à créer un fonds d'assistance juridique pour appuyer les négociations communautaires avec les grands investisseurs fonciers. Ces mesures renforceront les mécanismes de justice communautaire principalement utilisés par les citoyens les plus vulnérables de la Sierra Leone.

Plan d'action :
[3 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[SL0022](#)

 COSTA RICA

Observatoire judiciaire

L'arriéré dans les tribunaux a longtemps retardé la justice pour les Costaricains et mis à rude épreuve les juges et le personnel judiciaire. Bien que le système judiciaire publie en ligne des informations sur les affaires, les budgets et les effectifs, ces dernières ne sont pas structurées de manière à ce que les citoyens puissent facilement surveiller l'efficacité des tribunaux. Afin d'améliorer l'accès des citoyens à l'information, le Costa Rica prévoit de collaborer avec les citoyens pour visualiser les renseignements judiciaires (par exemple, l'état d'avancement des affaires et les résultats des vérifications) sur un site Web convivial. La nouvelle plateforme permettra au public de suivre l'efficacité par région, circuit, tribunal et domaine. Les citoyens pourront également discuter régulièrement des données avec les responsables gouvernementaux et faire des recommandations pour réduire l'arriéré.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[CR0066](#)





Processus ouvert d'octroi de contrats

Dans le monde entier, les gouvernements dépensent environ 9 500 milliards de dollars (USD), soit 15 % du PIB mondial, en contrats avec des entreprises pour l'achat de biens et de services. De plus, les marchés publics sont souvent cités comme étant [le plus grand risque de corruption pour les gouvernements](#). La publication des marchés publics et des données sur les contrats, ainsi que des procédures d'appel d'offres transparentes et équitables, peuvent contribuer à réduire ce risque en permettant aux citoyens et à la société civile de contrôler à qui leur gouvernement verse de l'argent, ainsi que les montants concernés. Le tout peut également se traduire par des améliorations considérables de l'efficacité du gouvernement et une optimisation des ressources, tout en uniformisant les règles du jeu pour les entreprises, en particulier pour les petites entreprises. La passation de marchés publics est un domaine qui revient fréquemment au sein du PGO depuis plusieurs années, de nombreux membres se concentrant sur la divulgation d'informations. Cependant, les nouveaux engagements montrent une croissance des approches inclusives en matière de conception et de suivi des processus de passation de marchés.



L'Agence mongole de l'éducation tient une réunion des parties prenantes locales à Khovd. L'engagement de la Mongolie (voir page ci-contre) vise à accroître la participation des citoyens et des organisations de la société civile au processus de participation.

Photo : Morgana Wingard pour le PGO

In 2019 :

10

membres ont fait des engagements en matière de processus ouvert d'octroi de contrats

11

engagements en matière de processus ouvert d'octroi de contrats sont inclus dans les plans d'action

Engagements



MONGOLIE

Participation aux processus de passation des marchés publics

Le processus de passation des marchés publics en Mongolie est inefficace, ce qui est en partie attribuable à un manque de transparence et de contrôle public. Pour résoudre ce problème, le ministère des Finances publiera des données sur les marchés publics en ligne et créera un portail pour recevoir les réactions du public. Une équipe nationale de consultants concevra des processus de contrôle public pour la passation de marchés publics dans les secteurs de la santé et des transports, qui seront exécutés par des équipes de surveillance participative dans chaque province. Un groupe de travail se servira des renseignements figurant dans les tableaux de bord communautaires pour repérer les possibilités d'amélioration. Le ministère produira un rapport sur la participation au processus de passation de marchés publics deux fois par an. Cet engagement vise à rendre les dépenses publiques plus efficaces et à renforcer la confiance de la population en ce qui concerne les marchés publics.

Plan d'action :
[3 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[MN0038](#)



AUSTIN, ÉTATS-UNIS

Inclusion en matière de passation de marchés au sein des tribunaux

Le tribunal communautaire du centre-ville d'Austin (DACC) passe des marchés avec des associations locales à but non lucratif pour fournir des services aux personnes en transition vers un logement, dans le but de les aider à devenir plus autonomes. Actuellement, la ville achète ces services dans le cadre d'une approche contractuelle unique et fermée. La majorité des accusés qui se présentent devant le DACC sont sans domicile fixe, et un nombre disproportionné d'infractions sont commises par un petit nombre d'accusés qui se retrouvent sans cesse devant le tribunal, ce qui est très coûteux pour les services communautaires. En intégrant les commentaires des accusés, des intervenants locaux et du grand public à chaque étape du processus de passation de marché, la ville vise à améliorer la participation civique, à améliorer la transparence du processus de prise de décision et à promouvoir une meilleure utilisation des ressources municipales. Les efforts de responsabilisation comprendront des réunions bimensuelles du Comité consultatif des sans-abri d'Austin, organisées par le DACC, auxquelles participeront des représentants de la communauté et des services municipaux.

Plan d'action :
[2 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[AUS0007](#)





Services publics

La prestation efficace, accessible et transparente de services publics essentiels, comme les soins de santé, l'éducation, ainsi que l'eau et l'assainissement, peut transformer la vie quotidienne des citoyens et accroître leur confiance envers le gouvernement. Étant donné l'incidence considérable de ces services sur les collectivités et la part importante des dépenses publiques qu'ils représentent, les citoyens ont le droit de participer à la sélection des projets de services publics de leur gouvernement et de surveiller leur mise en œuvre. L'intégration des principes relatifs au gouvernement ouvert dans la prestation de services peut élargir la portée de ces derniers, favoriser les mécanismes de rétroaction et permettre aux citoyens de contrôler la prestation et la qualité des services. Voici des exemples d'engagements en matière de prestation de services publics dans le cadre des plans d'action 2019.

Élèves de l'école élémentaire Bislig de Tanauan City, province de Leyte, Philippines. Les services publics continuent d'être un domaine de travail populaire pour les membres du PGO. Le programme de services d'éducation de base aux Philippines est présenté sur la page ci-contre.
Photo : Banque mondiale

En 2019 :

27

membres ont fait des engagements en matière de services publics

78

engagements en matière de services publics sont inclus dans les plans d'action

Engagements



Mécanisme d'enregistrement et de traitement des plaintes

Au Burkina Faso, les citoyens n'ont que peu d'occasions de signaler les problèmes de prestation de services publics. Ainsi, le gouvernement manque de rétroaction de la part des citoyens sur la manière d'améliorer ces services. C'est pourquoi le gouvernement va amorcer un projet pilote pour un système d'enregistrement et de traitement des plaintes au sein de quatre secteurs publics. Les services gouvernementaux envisagés pour ce programme comprennent l'éducation, la santé, la fonction publique et la justice. Le gouvernement établira tout d'abord le cadre juridique et les ressources techniques nécessaires à un système efficace de traitement des plaintes. Le gouvernement formera ensuite les employés et créera un guide pour appuyer le gouvernement en ce qui concerne les plaintes relatives aux services publics. Enfin, le gouvernement sensibilisera le public au système de gestion des plaintes. Une communication accrue entre le public et le gouvernement améliorera la transparence et l'efficacité de la prestation de services publics au Burkina Faso.

Plan d'action :
[2 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[BF0019](#)



Programme de services d'éducation de base

À l'heure actuelle, le gouvernement national a de la difficulté à obtenir les informations et les données nécessaires de la part des écoles publiques pour fournir des services d'éducation de base ciblés. Les principaux défis à relever comprennent l'éloignement géographique, l'accès limité aux communications et les infrastructures insuffisantes des écoles. Pour remédier à la situation, le ministère de l'Éducation adoptera une plateforme participative pour le suivi et l'évaluation des données de base en matière d'éducation, comme la taille des classes, les infrastructures scolaires, le matériel d'enseignement et d'apprentissage, ainsi que la formation des enseignants. Cela renforcera la capacité des citoyens à faire le suivi des investissements du gouvernement en matière d'éducation et à s'assurer que les fonds parviennent aux bonnes écoles, répondent aux besoins sur le terrain et produisent les résultats d'apprentissage escomptés.

Plan d'action :
[5 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[PH0058](#)





Gouvernance numérique

Alors que les technologies de pointe continuent à transformer la société, un tout nouveau type d'enjeux relatifs à la politique numérique a fait son apparition. Les technologies comme les mégadonnées et les algorithmes peuvent entraîner des décisions politiques plus efficaces, et les réseaux sociaux peuvent aider les gouvernements à devenir plus efficaces et interconnectés. Cependant, les effets corrosifs des fausses nouvelles et des discours haineux, de l'utilisation non éthique ou discriminatoire des données et de la surveillance de l'État menacent les sociétés justes et ouvertes. La gouvernance numérique est un enjeu encore méconnu au sein du PGO, mais voici quelques-uns des engagements pris par les membres en 2019 pour aborder ces questions.



La [vision des co-présidents](#) du Comité directeur du PGO 2019-2020 identifie la gouvernance numérique comme une priorité et vise à en faire un aspect pratique du travail du PGO.

Photo : UK Black Tech

In 2019 :

4

membres ont fait des engagements en matière de gouvernance numérique

4

engagements en matière de gouvernance numérique sont inclus dans les plans d'action

Engagements



ROYAUME-UNI

Charte numérique

Sans réglementation adéquate, des individus peuvent se servir d'Internet pour saper le discours civil, les nouvelles crédibles et les droits en matière de propriété intellectuelle. En réponse à ces préoccupations, le gouvernement travaillera avec la société civile, y compris les groupes sous-représentés, pour mettre au point une « Charte numérique ». Cette dernière définira des normes et des règles relatives à l'espace en ligne. En outre, le nouveau Centre for Data Ethics and Innovation (Centre pour l'éthique des données et l'innovation) permettra aux citoyens de conseiller le gouvernement et les législateurs en ce qui concerne l'incidence des nouvelles technologies fondées sur les données, comme l'intelligence artificielle.

Plan d'action :
[4 \(2019-2021\)](#)

Engagement :
[UK0091](#)



FINLANDE

Politique sur les données ouvertes et l'IA

Des données ouvertes de haute qualité et des directives éthiques claires pour l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) sont des éléments essentiels pour accroître l'exploitabilité des données et prévenir la discrimination. Cet engagement permettra de mettre en place des interfaces faciles à utiliser et conviviales pour les développeurs afin de partager les ressources de données avec le public. Le processus vise à motiver les producteurs de données à améliorer la qualité et l'exploitabilité des données et des ressources de données. En outre, cet engagement générera des lignes directrices qui favoriseront une politique sur les données et l'IA qui sera durable sur les plans éthique, financier et social. Les développeurs tiendront également compte des conventions internationales sur les droits de la personne et des recommandations des Nations Unies sur l'éthique en matière d'IA et sur la sécurité des données dans le cadre du processus préparatoire.

Plan d'action :
[4 \(2019-2023\)](#)

Engagement :
[FI0033](#)



Autres engagements à surveiller

Les engagements suivants font également partie des nombreux engagements qui méritent d'être surveillés.

Industries extractives et ressources naturelles

MEXIQUE

Propriété effective

La société civile et le gouvernement vont collaborer pour concevoir un plan exigeant des entreprises du secteur de l'extraction qu'elles publient des informations sur la propriété effective.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [MX0085](#)

NIGERIA

Passation de marchés et octroi de permis ouverts dans le secteur des industries extractives

Le gouvernement exigera des entreprises publiques du secteur des industries extractives qu'elles publient leurs contrats.

Plan d'action: [2](#)

Engagement: [NG0018](#)

LUXEMBOURG

Plans d'action transparents sur le changement climatique

Le gouvernement publiera des renseignements et consultera la société civile concernant ses plans d'action nationaux adoptés dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

Plan d'action: [1](#)

Engagement: [LU0004](#)

Initiatives anticorruption

FINLANDE

Registre relatif à la transparence

Le gouvernement consultera la société civile pour rédiger un projet de loi visant la création d'un registre public des lobbyistes gouvernementaux.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [FI0032](#)

NORVÈGE

Registre de la propriété effective

Le gouvernement établira un registre public de la propriété effective qui comprendra les sociétés et les entreprises du pays.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [NO0061](#)

PARIS, FRANCE

Collaboration en matière de passation de marchés ouverts

La Ville de Paris vise à simplifier et à élargir les données sur la passation de marchés publics ouverts en créant des groupes de travail internes et multipartites pour concevoir des stratégies de gestion et de publication des données.

Plan d'action: [2](#)

Engagement: [PAR0008](#)

PHILIPPINES

Données sur la passation de marchés publics

La société civile et le gouvernement collaboreront pour améliorer la qualité des données sur la passation de marchés publics en exigeant qu'un plus grand nombre d'entités gouvernementales adjudicatrices publient des données, en élargissant les exigences en matière de publication de données lisibles par machine et en améliorant la connaissance des données et les vérifications qui y sont associées.

Plan d'action: [5](#)

Engagement: [PH0066](#)

Délibération et participation

OSNIE-HERZÉGOVINE

Participation de la société civile à l'élaboration des politiques

Le gouvernement organisera des ateliers pour permettre aux organisations de la société civile de s'inscrire en ligne pour participer à la rédaction de la réglementation.

Plan d'action: [1](#)

Engagement: [BA0005](#)

COSTA RICA

Conseils de développement rural

Le gouvernement renforcera les processus participatifs des conseils, offrira une formation sur la transparence du gouvernement et améliorera les canaux de communication pour renforcer la participation et l'inclusion du public.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [CR0062](#)

ALLEMAGNE

Politique étrangère participative

Le ministère fédéral des Affaires étrangères améliorera l'accès à ses archives numériques de documents historiques et élargira les possibilités de participation du public, par exemple : marathons de programmation (*hackathons*) et débats sur des blogues.

Plan d'action: [2](#)

Engagement: [DE0017](#)

IAȘI, ROUMANIE

Élaboration participative des politiques

La ville de Iași mettra au point un mécanisme formel de création conjointe de politiques entre les citoyens et le gouvernement.

Plan d'action: [1](#)

Engagement: [IAS0003](#)

ITALIE

Soutien à la participation

Pour renforcer la participation du public à l'élaboration des politiques, le gouvernement établira des lignes directrices et offrira des formations sur la manière de mener des consultations publiques. Le gouvernement créera également un portail en ligne qui regroupera les appels ouverts à la participation du public pour l'ensemble du gouvernement.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [IT0060](#)

LETTONIE

Gouvernement municipal ouvert

Le gouvernement fournira aux municipalités des lignes directrices et offrira des formations sur l'engagement public afin d'accroître la participation des citoyens, notamment par la budgétisation participative et les référendums.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [LV0043](#)

SUÈDE

Dialogues sectoriels avec la société civile

Le gouvernement évaluera la collaboration entre le gouvernement et la société civile au moyen de discussions semestrielles ciblées en utilisant un processus mis au point avec l'aide de la société civile au cours des plans d'action précédents.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [SE0020](#)

ROYAUME-UNI

Démocratie délibérative locale

Le gouvernement mettra en place des forums locaux permettant aux citoyens de délibérer et de faire des recommandations sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Plan d'action: [4](#)

Engagement: [UK0097](#)



Autres engagements à surveiller

Les engagements suivants font également partie des nombreux engagements qui méritent d'être surveillés.

Genre

ÉQUATEUR

Élimination de la violence envers les femmes

La société civile et le gouvernement créeront ensemble un plan national pour éliminer la violence envers les femmes et les membres de la communauté LGBTQ+.

Action Plan: 1 **Commitment: [EC0007](#)**

SIERRA LEONE

Égalité des sexes et violence sexiste

Le gouvernement mettra en œuvre une politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes qui exigera l'application d'une approche sexospécifique dans l'élaboration des politiques et l'attribution des ressources, le tout fondé sur des données ventilées par sexe.

Action Plan: 3 **Commitment: [SL0027](#)**

SRI LANKA

Approches participatives pour mettre fin à la violence envers les femmes

Le gouvernement et la société civile collaboreront pour mettre en œuvre et contrôler les exigences du principe de « travail égal, salaire égal », créeront des comités contre le harcèlement sexuel sur les lieux de travail du secteur public et modifieront les lois afin de promouvoir la représentation des femmes au Parlement et un accès équitable à la propriété foncière.

Action Plan: 2 **Commitment: [LK0035](#)**

Justice

ARGENTINE

Enquête sur les besoins juridiques

La société civile et le gouvernement mèneront deux enquêtes afin de recueillir des renseignements sur les besoins juridiques non satisfaits en Argentine. Le gouvernement mettra les résultats de l'enquête à la disposition du public sous un format en source libre et agira en fonction des résultats pour améliorer l'accès à la justice.

Action Plan: 4 **Commitment: [AR0083](#)**

BURKINA FASO

Accès à la justice pour les personnes vulnérables

Le gouvernement augmentera le financement de l'aide juridique, ce qui servira à en augmenter le nombre de bénéficiaires, à offrir des ateliers dans les prisons et dans la communauté sur l'accès à l'aide juridique, ainsi qu'à former les employés du système de justice criminelle en matière de prestation d'aide juridique.

Action Plan: 2 **Commitment: [BF0020](#)**

JALISCO, MEXIQUE

Sélection des témoins experts

Le gouvernement collaborera avec les citoyens pour établir un processus transparent de sélection des témoins experts devant les tribunaux afin d'éviter les excès de pouvoir discrétionnaire et les conflits d'intérêts.

Action Plan: 2 **Commitment: [JAL0010](#)**

MONGOLIE

Connaissances juridiques du public

Le gouvernement et la société civile visent à accroître les connaissances juridiques du public au moyen de guides juridiques et de formations qui prennent précisément en compte les besoins des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées.

Action Plan: 3 **Commitment: [MN0040](#)**

Données ouvertes

AUSTIN, ÉTATS-UNIS

Analyse des données sur la sécurité publique

La société civile et la ville d'Austin convertiront le fichier annuel de données sur la criminalité de la ville dans des formats plus accessibles, comme des cartes de données comportant des légendes améliorées.

Plan d'action: 2 **Commitment: [AUS0009](#)**

DANEMARK

Plateforme de données du gouvernement

Pour accroître la confiance des citoyens, le gouvernement mettra au point un portail en ligne permettant au public de consulter en un seul endroit tous les renseignements que le gouvernement détient à leur sujet.

Plan d'action: 4 **Commitment: [DK0068](#)**

GRÈCE

Transparence des données sur l'immigration

Le gouvernement augmentera la transparence des renseignements sur l'immigration liés aux accords internationaux, au droit national et aux communications publiques.

Plan d'action: 4 **Commitment: [GR0067](#)**

ÉTATS-UNIS

Des données ouvertes pour la santé publique

Le gouvernement organisera un événement sur les défis de l'innovation afin d'exploiter des données ouvertes pour encourager des soins de santé basés sur la valeur et favoriser des solutions de santé publique élaborées de manière concertée pour la crise des opiacés et la maladie de Lyme.

Plan d'action: 4 **Commitment: [US0110](#)**

Prestation de services publics

AFGHANISTAN

Centres de santé privés et publics

Les membres du public, de la société civile et du gouvernement collaboreront à la conception et au contrôle de normes minimales pour les centres de santé afin d'améliorer la prestation des services de santé.

Plan d'action: 2 **Commitment: [AF0027](#)**

NARIÑO, COLOMBIE

Gestion communautaire de l'eau

Le gouvernement de Nariño renforcera la gestion communautaire de l'eau en fournissant des données ouvertes sur l'eau, en organisant des réunions et des formations pour la communauté et en publiant un décret officiel reconnaissant les droits de la communauté en matière de gestion de l'eau.

Plan d'action: 1 **Commitment: [NR0002](#)**

PÉROU

Portail en ligne sur le prix des médicaments pour les citoyens

Le gouvernement améliorera la qualité des renseignements sur la santé en permettant aux citoyens de soumettre des plaintes et des correctifs concernant le prix des médicaments dans différentes pharmacies sur un portail en ligne.

Plan d'action: 4 **Commitment: [PE0088](#)**

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Portail des ressources éducatives

Le gouvernement collaborera avec les éducateurs et la société civile pour élaborer un processus visant à générer du matériel pédagogique en source libre pour son portail de ressources éducatives en ligne.

Plan d'action: 4 **Commitment: [SK0130](#)**



Remerciements

Cette publication a été élaborée par l'équipe d'Analytics & Insights l'unité de soutien du PGO :

Joseph Foti, directeur de la recherche

Sandy Arce, directrice du programme

Renzo Falla, agent de recherche principal

Jessica Hickle, associée de recherche

Amelia Katan, associée de recherche

Remerciements particuliers : Nous tenons à remercier nos collègues de l'unité de soutien et le personnel du MEI de leur aide.

Révision : Amalia Pleake-Tamm

Conception graphique : Richard Scott

Traduction : Services linguistiques n+1

Le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) réunit les réformateurs des gouvernements et les dirigeants de la société civile afin de créer des plans d'action qui rendent les gouvernements plus inclusifs, plus réactifs et plus responsables.

 www.opengovpartnership.org/fr

 @opengovpart

 @OpenGovernmentPartnership

 @opengovpartnership

Open
Government
Partnership